

Communiqué du **Collectif national contre les franchises et pour l'accès aux soins partout et pour tous et pour une sécurité sociale solidaire**

France Telecom, la boîte qui tue.... mais ce n'est pas la seule, hélas

Notre tenons à affirmer ici notre soutien total aux travailleurs de France Telecom. La situation d'épuisement professionnel qui leur est imposée a fini par éclater au grand jour, mais à quel prix!

Cependant, 24 suicides en moins de 2 ans, ce n'est pas assez, semble-t-il : la ministre Christine Lagarde vient de confirmer dans ses fonctions Didier Lombard, le PdG de France Telecom. Une telle impunité est sidérante. Nous soutenons donc aussi la démarche des syndicats qui portent plainte contre X pour homicide.

France Télécom a servi de révélateur public, et pourtant médecins et inspecteurs du travail dénoncent depuis longtemps la souffrance au travail et ses conséquences : fatigue, stress, dépressions, suicides en série chez Renault, Peugeot, IBM, à la Société générale, dans la police, les prisons, l'Éducation nationale, le milieu hospitalier, EDF Et maintenant France Telecom.

Cette situation est la conséquence d'un choix de société, du management libéral le plus dur, de la privatisation, de la compétitivité, des pressions au travail, qui broient mentalement et physiquement les individus. Pour maximiser la rentabilité France Telecom supprime massivement les emplois, réorganise, pousse à la démission. Combien de morts faudra-t-il encore pour que gouvernants et managers soient contraints de renoncer à leurs techniques responsables de ces drames?

Ce système est aussi mis en oeuvre dans le secteur de la santé: la loi Bachelot accélère les restructurations, suppressions de postes, de services hospitaliers, dégrade des conditions de travail, déjà porteuses de stress dans ce secteur, car la vie des malades est en jeu. Les pressions permanentes et autoritaires vont placer un grand nombre de professionnels dans une situation de conflit ingérable entre leurs principes, la déontologie d'un côté, et la sélection et la productivité de l'autre. Travailler toujours plus, souvent au détriment des patients, avec les risques mortels que l'on a déjà pu constater, nous ne cessons de le dénoncer.

Tous les secteurs sont menacés, y compris ce qui reste des services publics, comme le montre le projet de privatisation et de libéralisation de la Poste, rejeté de façon éclatante par près de 2 millions de personnes.

La politique de la peur est en marche, avec ses pressions sur les travailleurs, ses répressions, ses prisons inhumaines où les conditions insupportables pour le personnel s'accompagnent d'une multiplication des suicides chez les détenus.

Nous ne l'accepterons pas.

Le 4 octobre 2009